

Dix ans  
d'Internationale  
Syndicale Rouge

# la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE. PARIS X<sup>e</sup>.

Prix du numéro : 0 fr. 50

La campagne contre l'U.R.S.S.  
Qu'est ce que  
le "dumoin"  
soviétique ?

## Le capitalisme français et la crise agricole Tardieu parle à Alençon

Le ministre Tardieu prétendait jalonner sa route de succès économiques. Mais la crise qui dure depuis un an lui a fait changer de direction et de possibilités. Sa route est jalonnée de discours destinés à expliquer les succès économiques, et, malgré ses allures de bravache claironnant, Tardieu en est réduit à utiliser toute la routine de l'éloquence parlementaire pour maintenir une réputation déjà assez ternie.

Alençon, dimanche dernier, Tardieu a prononcé un discours typique de comice agricole. Le « réaliste » Tardieu n'a rien trouvé de neuf à exprimer; il s'est borné à excuser son gouvernement de n'avoir pas fait... mieux. Il prometait, comme toujours, monts et merveilles aux agriculteurs. Mais la crise économique est plus forte que les promesses gouvernementales. La prospérité de l'agriculture s'est soldée par une baisse des prix de vente telle, qu'ils descendent au-dessous des prix de revient. Surproduction, marchés rétrécis, ce qui a suffi pour entraîner une crise violente sur le marché des céréales et du vin. Cet été, les dégâts provoqués par la pluie, les inondations du Midi, ont fait remonter les cours. Quelques mesures gouvernementales accessoires ont facilité cette ascension. Mais la crise de l'agriculture en France reste soumise au rythme de la crise agricole mondiale. Cela, Tardieu le sait, et c'est pourquoi, malgré des succès partiels, il ne crie pas trop haut victoire.

Le discours d'Alençon, c'est l'aveu de la gravité de la crise agricole, et de l'impuissance de la bourgeoisie à la résoudre; « que dans un même semestre, dit Tardieu, le cours du blé ait pu descendre de 150 à 105 pour rebondir à 170, voilà l'exemple typique du mal qu'il faut guérir... » Autrement dit : l'anarchie de la production et de la répartition en régime capitaliste, voilà le mal dont le capitalisme doit guérir. C'est la contradiction fondamentale du régime économique du capitalisme — mise à nu par la crise mondiale — qui trouve ses répercussions en France — que Tardieu expose, et dont il s'avoue incapable de venir à bout. Et pour cause!

Ce qui frappe, dans l'attitude du gouvernement et de son chef, c'est son peu d'assurance. Tardieu parle avec une sécheresse de technicien et recherche les formules tranchantes. Mais ses formules cachent bien peu de véritable certitude. Déjà, dans le discours retentissant de Dijon, Tardieu s'était excusé de n'avoir pu réaliser « la prospérité », par suite de la crise économique mondiale. Maintenant, à Alençon, il s'adresse aux agriculteurs et regrette de ne leur présenter que le tableau des « mesures empiriques » qui les ont momentanément rassurés. Quant aux vastes promesses dont il est d'ordinaire si prodigue, il n'en fait aucune!

Sur le terrain purement économique, Tardieu résume les quelques mesures « empiriques » que son gouvernement a pu prendre pour « soulager » le sort des agriculteurs. Bien entendu il a surtout en vue les agriculteurs de force moyenne, les « koulaks » français. Il ne se tourne pas vers le journalier, l'ouvrier agricole, même le petit fermier écrasé d'impôts, incapable de résister à la concurrence des grosses exploitations et des trusts. Il louange hautement la politique de Fernand David, l'homme des trusts d'engrais et produits chimiques. Mais il est incapable de prévoir aucune politique à longue portée.

Au point de vue politique, Tardieu s'est livré à ses provocations ordinaires. Il a annoncé qu'il faisait régner la paix à l'intérieur et à l'extérieur. C'est-à-dire qu'à l'intérieur il s'acharnait à matraquer la classe ouvrière, à faciliter son exploitation renforcée par le patronat avide de faire supporter entièrement à la classe ouvrière les frais de la crise.

Pour la politique extérieure de paix — « garantie du développement de l'agriculture », il la poursuit comme tous ses prédécesseurs, c'est-à-dire qu'il prépare les positions nouvelles de l'impérialisme français en vue de la prochaine guerre. Sa seule innovation consiste à poursuivre cette politique sous le masque du pacifisme de Briand. Armement de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Roumanie, rénovation des armements français, voilà ce que Tardieu appelle la politique de paix.

Aux paysans, le parti communiste doit dire ce que Tardieu cache : L'anarchie de la production agricole et de la répartition des produits, ce n'est pas le ministre Tardieu qui la vaincra, car elle est inhérente au régime capitaliste lui-même. Le blé remonté à 170, peut retomber demain à 100. Cette anarchie du marché est elle-même génératrice de conflits qui dégénèrent en guerres. Et la guerre — c'est la ruine de l'agriculture.

Seule la révolution socialiste qui unira le travailleur des villes et celui des champs, qui réglera la production d'après un plan, qui fournira rationnellement et assurera sans crises la subsistance des paysans, pourra amener la prospérité réelle de la terre.

## COMLOT Staline et les spécialistes

Une dépêche de l'agence Tass annonçait brusquement, le 22 septembre, que le Guepécov venait de découvrir « une organisation contre-révolutionnaire tendant à saboter le ravitaillement de la population en viande, poisson, conserves et légumes », ajoutant que « l'activité misérable de cette organisation avait sa source dans les entreprises centrales, tels que les trusts de la viande, du poisson, des conserves, des fruits et des légumes, ainsi que dans les sections similaires de l'organisme du commissariat au commerce ».

Le 23, une nouvelle dépêche Tass décrivait l'indignation soulevée « dans l'opinion publique soviétique » par la révélation du complot. Et le lendemain on apprenait que le Guepécov avait condamné à mort les deux dirigeants de l'organisation ainsi que 46 participants actifs, et que la sentence avait été aussitôt exécutée.

L'affaire, cependant d'importance, avait été liquidée en vitesse. Les journaux communistes ne lui accordèrent pas une grande place ni de longs commentaires. Ils se bornèrent, à peu près, à dire : La Révolution se défend! La presse anticommuniste, *Populaire* en tête, en parla plus longuement, dénouant avec indignation la recrudescence de terreur marquée clairement par les exécutions sommaires.

Mais les communistes ne peuvent laisser passer cette affaire sans chercher à voir ce qu'elle signifie ni surtout sans dégager les enseignements qu'elle comporte. Car ce complot n'est pas le premier qu'on découvre; il vient à la suite d'un grand nombre d'autres non moins graves, notamment celui du Donetz. Pourquoi donc *l'Humanité* a-t-elle été aussi sobre d'informations et d'explications, écourtant même les dépêches de l'agence Tass qui lui étaient communiquées et qu'on trouvait citées plus longuement dans les journaux bourgeois?

« D'abord parce que les faits mêmes, que les dépêches officielles révélaient, le général. Comment concilier l'évocation de la famine avec le tableau qu'elle présentait sans cesse de la condition des ouvriers soviétiques? Elle niait les difficultés du ravitaillement, l'insuffisance des denrées alimentaires; elle était muette sur les queues qui s'allongent chaque jour devant les magasins insuffisamment approvisionnés; elle affirmait que la condition des ouvriers s'améliorait régulièrement selon des pourcentages précis; si on avait dû recourir au système des cartes pour la plupart des produits, c'était uniquement pour régler leur distribution et favoriser les ouvriers. Ces stupides mensonges se trouvaient du coup démentés et mis en pleine lumière dès qu'il fallait parler de « famine ». Ils caractérisaient la pratique criminelle qui s'imaginait qu'on peut tromper impunément, et même utilement, les ouvriers, et qui est un des traits de la politique stalinienne.

Mais, pour intéressante que soit cette première constatation, c'est évidemment le fond même de l'affaire qui doit retenir notre attention, car la question qu'il pose c'est celle de la place qu'occupent et du rôle que jouent maintenant les spécialistes dans l'Etat soviétique.

La première dépêche Tass donnait une courte et incomplète biographie des deux principaux chefs de l'organisation contre-révolutionnaire. « Cette organisation était dirigée, disait-elle, par le professeur Riazantsev, ancien gros propriétaire et ancien major-général et par M. Karatyguine, qui était, avant la Révolution, éditeur en chef du *Journal du Commerce et de l'Industrie*, organe dirigeant de la bourgeoisie russe, et du *Bulletin financier*, organe du ministère des finances ». Elle dit, en outre, que « la majorité des membres de l'organisation était composée d'anciens nobles, d'anciens officiers et d'anciens fournisseurs tsaristes, d'anciens commerçants en poisson, de fabricants, de membres du parti constitutionnel-démocrate et de menchéviks ».

L'agence soviétique officielle rapporte tout cela comme autant d'arguments à la charge des auteurs du complot. Mais en réalité cela ne fait que souligner la responsabilité des dirigeants de la politique soviétique qui, lorsqu'ils investissent les Riazantsev et les Karatyguine de hautes fonctions n'ignoraient rien de leur passé. Bien plus, ils n'ont jamais hésité à se servir d'eux dans la lutte impitoyable et odieuse qu'ils n'ont cessé et ne cessent de mener contre l'opposition de gauche. C'est en eux qu'ils ont trouvés les partisans les plus sûrs et les plus acharnés. Les spécialistes rattachés momentanément au régime des soviets constituent une des couches de cette nouvelle bourgeoisie en formation, dont nos camarades de l'opposition de gauche ont toujours montré le danger. On comprend qu'ils aient toujours été au premier rang de ceux qui exigeaient qu'on en finisse avec l'opposition de gauche accusée de trahison, sans cesse l'édification paisible du socialisme, qu'ils aient toujours poussé à la répression et applaudi aux emprisonnements et aux déportations en Sibérie. Après s'être servi d'eux, Staline les fait fusiller, et ils sont d'anciens nobles, d'anciens marchands, d'anciens menchéviks. Mais des anciens menchéviks il n'y en a pas que dans les directions de trusts; on en voit maintenant

## LE PREMIER SEPTEMBRE EN HONGRIE La journée rouge de Budapest La démonstration des chômeurs s'est transformée en manifestation révolutionnaire

### La situation en Hongrie

Après la chute de la Commune hongroise, la contre-révolution a instauré en Hongrie le régime semi-féodal et semi-capitaliste. Cet état de choses dure depuis 11 ans. Le pouvoir économique et politique est entre les mains des capitalistes financiers. Les capitalistes financiers hongrois diffèrent des autres, parce que ceux-ci sont purement capitalistes, tandis que les banquiers hongrois possèdent des grosses propriétés féodales. L'unification du capital a créé un capitalisme mixte.

Par conséquent, le régime semi-féodal empêche le développement du régime purement capitaliste en Hongrie et la crise mondiale rend de plus en plus difficile la situation économique arriérée.

Les divergences d'intérêts ont créé en Hongrie une situation profondément révolutionnaire. La bourgeoisie moyenne qui forme une couche hors des groupements financiers capitalistes, représente le capitalisme pur et elle est contre le régime actuel mais elle n'a pas su constituer une force de résistance, elle a attaqué le régime Hejly-Bethlen sur le terrain parlementaire.

La petite bourgeoisie est une classe très opprimée. Ecrasée par les impôts, elle doit lutter contre la concurrence des gros capitalistes et contre la crise mondiale mais elle est incapable. Elle pleure, elle se plaint, mais elle ne peut rien pour se défendre.

Le prolétariat comme partout est toujours le plus exploité et le plus opprimé. Le chômage est une catastrophe ici et le gouvernement ne veut rien savoir pour verser des secours aux chômeurs. La politique sociale n'existe pas en Hongrie. En Angleterre le secours d'un prolétaire chômeur est plus élevé que le salaire d'un ouvrier hongrois travaillant. Cette situation insupportable qui dure depuis des années et le chômage ont poussé les masses prolétariennes à manifester pour la révolution, c'est-à-dire à créer une situation extrême.

### La préparation du premier septembre

Dans une telle situation le parti social-démocrate a lancé le mot d'ordre de : manifester le 1<sup>er</sup> septembre pour le secours de chômage; pour la possibilité de travailler et contre le gouvernement de Bethlen. La direction du parti social-démocrate croyait que la manifestation se déroulerait en paix et qu'elle se maintiendrait toujours à la tête des masses, mais elle n'a pas pensé aux conséquences. Dans le parti social-démocrate il y a deux tendances et particulièrement fortes n'ont pas été d'accord au sujet de la manifestation. Peyer avec sa suite des bureaucrates syndicaux représentant la tendance archi-réformiste, sont toujours contre la moindre manifestation. L'autre tendance est celle des austro-marxistes, la clique Garamy-Buchinger-Kiss, plus malins et plus radicaux et aussi, plus dangereux.

Le groupe Peyer a pris nettement position contre la manifestation tandis que le groupe Garamy voulait une démonstration silencieuse. La direction du parti social-démocrate a voté pour Garamy. La démonstration a été décidée pour le 1<sup>er</sup> septembre.

### Intensifiez la souscription

même à la direction de l'Internationale communiste (1).

Nous ne sommes pas et n'avons jamais été contre l'utilisation des spécialistes par le pouvoir des Soviets. Mais à une condition, c'est que le parti communiste, les soviets, les syndicats, remplissent leur rôle et assurent le contrôle incessant des ouvriers de la base sur la direction et la gestion des entreprises, contrôle plus que jamais nécessaire aujourd'hui, dans la phase actuelle de la Révolution. Quand le parti est réduit à son appareil, quand les syndicats et soviets sont molles, quand les ouvriers n'ont plus la parole et gardent seulement le droit d'approuver ce qui est décidé en dehors d'eux, quand il suffit, pour pouvoir traquer impunément, de crier haro sur « trotskysme », alors le spécialiste est roi et c'est faire preuve d'inconscience que de s'étonner qu'il en profite pour compléter à son aise.

Ces scandales qui sont maintenant trop fréquents, ces directeurs qui volent, ces diplomates qui trahissent, ces hauts fonctionnaires qui refusent de rentrer en U. R. S. S., tout cela a même origine : il ne s'agit pas d'événements fortuits, sans lien entre eux.

Ce sont les fruits d'une politique qui considère les communistes de l'opposition de gauche comme l'ennemi principal, dirige contre eux tous ses coups, et condamne à la mort lente tous ceux qui refusent de capituler. — A. R.

(1) Parmi les dirigeants de l'organisation contre-révolutionnaire aujourd'hui dénoncée on trouve, entre autres, un Kondratiev. Or dans le discours que prononça Trotsky devant le Comité central à la veille du 15<sup>e</sup> congrès et alors que son exclusion était déjà décidée, ce Kondratiev se trouve mentionné dans ces termes : « La fraction toute pénétrée d'opportunisme, dit Trotsky, qui traitait à sa suite au cours des dernières années et traîne encore les Tchchang-Kai-Chek... les Kondratiev... cette fraction ne peut pas nous tolérer au Comité Central, même un mois avant le Congrès. » (*La Révolution défigurée*, p. 170).

Le gouvernement, de son côté, interdit la manifestation. Par la suite la direction convoqua une réunion extraordinaire composée des dirigeants du parti social-démocrate, des syndicats réformistes et également des délégués d'usines et entreprises.

A la réunion, Peyer disait, que le gouvernement a interdit la manifestation, par conséquent il ne faut pas la faire car c'est très dangereux dans la situation actuelle de prendre position ouvertement contre le gouvernement. Garamy insistait pour la manifestation malgré l'interdiction et la réunion a décidé la démonstration sans conditions.

L'agitation en faveur de la démonstration a été très faible, on n'a pas vu d'affiches sur les murs de Budapest, le *Nepszava* faisait une campagne très réduite car Peyer la sabotait.

Malgré cela les ouvriers se sont intéressés à la manifestation, dans les usines et dans les quartiers ouvriers on ne parlait que du 1<sup>er</sup> septembre.

La bourgeoisie moyenne et la petite bourgeoisie encourageaient les ouvriers. Elle disait avant la manifestation : « Hardil il est temps de faire quelque chose... » La majorité des industriels et commerçants ont pris position pour la manifestation et ont décidé de fermer leurs magasins pendant la durée de la manifestation, en signe de protestation contre le gouvernement.

Pendant les derniers jours du mois d'août le parti officiel (parti communiste hongrois) a distribué des milliers de tracts dans lesquels il invitait les jeunes ouvriers et le prolétariat de Budapest à manifester le 6 septembre et à s'abstenir le 1<sup>er</sup> septembre de la « fête familiale » des social-démocrates.

Les 30 et 31 août la police discute avec les chefs social-démocrates et, sur la proposition du ministre de l'Intérieur ils acceptent de faire de la démonstration une promenade sans bruit... et le lendemain le *Nepszava* invite le prolétariat de Budapest à se promener dans les rues de 11 heures à 13 h 30.

Demain ils en ont parlé beaucoup, mais personne ne se doute que la manifestation prendra un caractère révolutionnaire. Les prolétaires eux-mêmes ne savent pas ce qu'ils vont faire.

Le 1<sup>er</sup> septembre a été préparé à l'échelle nationale; par conséquent la police a eu une tâche assez difficile, elle devait diviser ses forces dans toute la Hongrie.

Le matin la ville était très calme. Le chômage était complet dans les grandes et petites entreprises et usines. Seulement quelques ouvriers ont quitté le travail à 11 heures du matin; la plus grande partie n'est pas rentrée.

### Le premier septembre

Vers 11 heures des groupes d'ouvriers marchent sur l'Avenue Andrássy qui se trouve dans le centre de la ville. Les ouvriers de Csepel, Ujpest, Angyalföld et de l'Avenue Vác se heurtent à des barreaux d'agents de police. Quand les prolétaires s'apprêtent à rompre les barreaux, la police cède pour éviter l'excitation des masses. Les groupes poursuivent leur marche vers le centre de la ville avec beaucoup d'ardeur.

A 10 heures et demie sur l'avenue Andrássy des milliers d'ouvriers se promènent. Sur les boy-

### Après le congrès des J.O.C.

Il faut que la « Vérité » vive !

Après un effort de quelques semaines, la souscription est retombée à 207 fr. et avec ce rythme ralenti nous restons loin encore des seconds dix mille francs que nous avons demandés. Il faut absolument que tous nos camarades fassent un effort sérieux pour épauler le journal. Sinon, la Vérité se trouvera de nouveau en danger immédiat. Camarade, un effort! Notre journal est l'arme indispensable de notre action de renforcement du mouvement communiste. Tu le sais. Tu suis son action.

### Des abonnements de trois mois à cinq francs

Pour étendre le rayonnement du journal, nous avons fait des abonnements d'essai de trois mois pour cinq francs. Ces abonnements doivent permettre à ceux qui soutiennent notre action de faire suivre notre journal à un grand nombre de camarades autour d'eux. Nous demandons à tous, dans l'usine, dans les syndicats et les organisations, dans leur coin de faire un nouvel effort pour recueillir de nombreux abonnements d'essai.

### Pour la vente à la criée

Nos camarades de Paris, de Bagnolet, du Bourget vendent maintenant d'une façon suivie le journal le matin à l'heure de la rentrée des usines, le soir à la sortie et le dimanche matin dans les marchés de la banlieue. Ils vendent ainsi plusieurs centaines de numéros de notre journal chaque semaine. Que nos camarades de banlieue et de province les imitent. Qu'ils fassent connaître toujours davantage notre jour-

## Les travailleurs de Belleville-S<sup>t</sup> Fargeau assureront la victoire du candidat du parti communiste

Déjà les résultats du premier tour ont démontré que les travailleurs se détournent du parti socialiste. Les politiciens qui paralyseront et désagrègent la volonté de lutte du prolétariat contre la domination de classe, n'ont recueilli que 3.600 voix là où ils en avaient eu 5.500 en 1928. Le « Populaire » qui croyait la victoire assurée, est consterné de la dure leçon infligée aux socialistes par les travailleurs du vivant et prolétarien Belleville. Il ne reste rien du populiste.

Avec des « considérants » honteux et embarrassés, la fédération socialiste maintient Jardel. Au second tour, le parti socialiste battu n'hésite pas à jouer le rempart contre le communisme : c'est-à-dire à grouper toutes les forces sociales contre l'avant-garde prolétarienne la plus décidée à la lutte de classes. Dans cet épisode électoral, la S. F. I. O. démontre ce qu'elle entend par « unité ouvrière ».

Contre cette coalition, tous les travailleurs de Belleville-Saint-Fargeau se grouperont autour du seul parti capable de dresser le prolétariat face à face contre le capitalisme. Il faut comprendre aussi qu'à premier tour Jardel n'a pas groupé toutes les voix bigarrées qu'un Luquet recueillait, il n'est pas encore pour toutes les forces bourgeoises, une vieille connaissance. Les voix réactionnaires ont augmenté.

L'opposition communiste appelle tous les travailleurs à se grouper autour du parti communiste et à lui assurer dimanche une victoire imposante. Parce qu'elle lutte contre les fautes des directions bureaucratiques qui affaiblissent le mouvement prolétarien révolutionnaire contre l'ennemi de classe, au profit des serviteurs de la bourgeoisie, les politiciens socialistes et les renégats populistes, toute son action tend au renforcement du parti communiste. C'est dans ce sens qu'elle a participé activement à la campagne électorale. Il paraît que nos affiches ont irrité particulièrement les socialistes. C'est juste. Nous empêcherons la social-démocratie, soutien de la domination capitaliste, d'exploiter au profit de la bourgeoisie les fautes des directions du P. C. et d'entraîner dans les voies de la démocratie bourgeoise des ouvriers révolutionnaires désemparés.

Le grand effort du parti communiste n'a pas appelé suffisamment les travailleurs à reconnaître le parti qui sert leur classe. En 1928, le candidat du P. C. avait 4.900 voix. Thorez n'en a eu que 4.200. Malgré l'intensité de la campagne, il y a eu 31 % d'absentions. Et pourtant le vote a eu une signification que les brutes de Chiappe ont martelé le soir même sur les corps des ouvriers réunis à la Bellevilloise.

La campagne du parti doit appeler de plus larges couches encore de travailleurs à reconnaître que seul le parti communiste est le parti de classe du prolétariat. Mais notre campagne électorale ne vise pas à l'obtention de bulletins de vote. Elle doit être le moyen de faire pénétrer plus pro-

### Des abonnements

Les camarades de Tours ont déjà obtenu des résultats sérieux. Il faut que tous nos camarades surtout en province, nous trouvent des abonnés nouveaux — et nombreux.

Presque la totalité des réabonnements de septembre sont rentrés. C'est un très bon signe. Que les retardataires se hâtent. Et maintenant aux réabonnements d'octobre!

### Camarade, envoie régulièrement ta souscription

Le moyen le plus direct de soutenir notre journal reste encore la souscription. Pendant quelques mois encore, la Vérité aura besoin d'une souscription hebdomadaire sérieuse — plus abondante que celle d'aujourd'hui. Le groupe de Paris recueille chaque semaine les cotisations régulières de ses membres. Des camarades isolés de province s'astreignent à des versements réguliers. Il est nécessaire d'intensifier ce soutien permanent. Chaque semaine, passe au journal, envoie un chèque postal, mets des timbres-poste dans une enveloppe. Nous demandons à chacun de nos groupes, à chacun de nos camarades, à chaque lecteur, de participer chaque semaine à la souscription. Comme cela la Vérité vivra et se développera. Camarade as-tu souscrit cette semaine?

### Aux côtés des opprimés indochinois !

Le capitalisme qui vous exploite réduit à une misère effroyable des millions d'ouvriers et de paysans indochinois. Des populations entières condamnées à la famine permanente, astreintes à de véritables « travaux forcés » pour des salaires qui n'équivalent pas à la ration vitale de riz, sont vouées à l'extermination.

Contre les révoltes grandissantes des masses opprimées, l'impérialisme maintient sa domination en envoyant au supplice et au bain de sang des dizaines de centaines d'héroïques révoltés, en déchaînant les massacreurs de la Légion Etrangère, en faisant mitrailler des villages entiers par ses avions de bombardement.

fondement dans le prolétariat l'influence de son avant-garde révolutionnaire, de l'entraîner dans l'action communiste, de fortifier les positions du parti et la force de ses organisations. La campagne électorale communiste doit laisser des traces.

Pour participer activement à cette tâche de mobilisation et de clarification de tous les prolétaires de Belleville-Saint-Fargeau, nos groupes de Paris et de Bagnolet ont placardé ces derniers jours l'affiche que nous reproduisons ici.

Dimanche, votez tous pour le candidat du Parti Communiste!

### Aux côtés des opprimés indochinois !

TRAVAILLEURS!

Face à l'impérialisme massacreur, face à ses soutiens honteux du parti socialiste qui compte dans ses rangs l'ex-gouverneur Varenne et la fédération du Tonkin qui approuve les massacres

### Votez tous pour le candidat du PARTI COMMUNISTE!

Groupez-vous autour du seul parti capable de dresser le prolétariat et les masses opprimées dans une lutte implacable contre l'exploitation impérialiste. Manifestez activement votre solidarité de classe pour les opprimés d'Indochine engagés dans la lutte pour l'émancipation révolutionnaire.

Contre les masses impérialistes!  
Pour le renforcement de la lutte du prolétariat international contre les impérialistes!  
Vive l'Internationale de Lénine et Trotsky!  
Vive la révolution russe, première étape de la révolution mondiale!

LA LIGUE COMMUNISTE.

### Après le congrès des J.O.C.

## Pour le front unique des jeunes communistes et des oppositionnels !

Le 2<sup>e</sup> congrès national de la J. O. C. doit être pour nous un enseignement précieux pour nos méthodes d'agitation, un critérium pour la critique du travail des J. C. contre ses adversaires.

On peut dire que la J. O. C. est intervenu au Trocadéro comme des cheuvers sur la soupe; sans préparation préalable sérieuse, à travers toute notre propagande générale, surtout nécessaire dans les endroits où la J. O. C. avait des forces ouvrières. Rien de tout cela n'a été fait; pas de propagande sérieuse par la presse; analyse de la J. O. C., lutte idéologique contre elle, etc. Si bien, qu'à l'heure actuelle nous rencontrons beaucoup de copains des Jeunesses communistes qui ignorent ce qu'est la J. O. C. La Région parisienne des J. C. a-elle fait quelque chose pour expliquer dans ses rayons la préparation de leur congrès?

Absolument rien. A ce point qu'on a vu le 5<sup>e</sup> rayon oublier qu'il y avait des centaines de joicistes à Issy-les-Moulineaux; par contre il s'occupe sérieusement des goguettes et des fêtes. Ce manque d'activité contre une organisation d'adversaires qui s'avère chaque jour de plus en plus dangereuse, doit être blâmé par les J. C.

Mais, est-ce la faute aux jeunes copains? Non, la faute incombe entièrement aux dirigeants de la R. P. et de la Fédération qui ne font rien pour l'éducation des jeunes communistes et qui n'expliquent pas le travail politique à mener contre les adversaires. Petit-Louis peut dire que c'est la base qui a dormi; mais des délégués de

voix ne tromperont pas les jeunes camarades qui, dans certaines cellules, ont posé les premiers la question du travail contre la J. O. C. Et quand les jeunes copains du 2e rayon répondent qu'ils vont à la goquette dans le 20e au lieu d'aller au Trocadéro, cela explique tout le mauvais travail politique fait par les dirigeants qui ont laissé et encouragé cet état d'esprit. C'est sans doute cela qu'on appelle aussi « tournant ».

Dans le Nord Défaite du parti aux élections de Tourcoing

Dimanche 21 septembre avait lieu à Tourcoing une élection municipale partielle. Inutile de dire que nous n'attachons pas aux élections en général, et aux élections municipales en particulier, une trop grande importance. Mais leurs résultats sont quand même un indice de l'état d'esprit des masses et de l'influence des partis politiques.

On aurait pu croire qu'au lendemain de la formidable grève où la trahison réformiste a été flagrante et où la C.G.T.U. et le P.C. ont entraîné les masses derrière leurs mots d'ordre, le succès communiste allait être certain.

Hélas ! Il n'en a pas été ainsi, c'est le contraire qui s'est produit. De 2.970 en 1929, les voix communistes sont tombées à 1.560. De 3.669 voix en 1929 les socialistes sont tombés à 2.469 voix. D'où perte de 1.410 voix pour le P. C. et 1.200 pour les socialistes. Les radicaux et les démocrates populaires ont gagné ensemble près d'un millier de voix. A signaler qu'il y avait 2.000 abstentionnistes de plus que l'année passée.

Les socialistes-communistes, créatures à Salengro de Lille, avaient obtenu au premier tour 370 voix. Il paraît que Pierpont et ses amis patronaient les S. G. Nous serons bientôt fixés à ce sujet. Dans l'Enchaîné, le bureau régional n'a aucun responsable de la région ne donne une explication sur cette grave défaite de notre parti. On ne donne même pas les chiffres. Un papier des camarades de Tourcoing tente de trouver des explications mais, hélas, en vain. D'ailleurs il serait défendu de rechercher les véritables causes de notre recul catastrophique.

L'humanité non plus n'a fourni aucun résultat ni aucune explication. Gageons que dans quelques semaines la région du Nord sera sur la sellette pour son incompréhension de la ligne. Ensuite Ramette, Coquel et Deleuze remètront tout sur le dos des camarades de Tourcoing qui « auront été incapables d'appliquer » les directives de la région.

Camarades communistes de Tourcoing et du Nord, quand demanderez-vous des comptes aux désagrégeurs de notre parti ? Quand rechercherez-vous véritablement — malgré l'interdiction qui vous en est faite — les causes réelles de nos reculs successifs et inquiétants ?

UN CORRESPONDANT.

Dans l'Est Une réunion du S.R.I. contre l'opposition

Le 26 septembre, la section du S. R. I. de Pont-St-Vincent organisait une grande réunion publique et contradictoire à Neuvès-Maisons, avec Perrouault, secrétaire de la 3e U. R., et P. L. Darnar, gérant de la Lorraine, condamné à 14 mois de prison et libéré le matin même. Affiches, tracts et journaux d'entreprises n'avaient pas été ménagés, mais en tout et pour tout il y avait présents une cinquantaine d'ouvriers, dont 30 appartenant au P. C.

Après Perrouault qui préconise la lutte pour la conquête de la rue et la lutte contre la police, Darnar raconte les souffrances morales et matérielles de la bourgeoisie réserve dans ses prisons aux seuls militants révolutionnaires et souligne la faillite des Popistes dont les amis allemands, les Brandlériens n'ont pas osé opposer de candidats au P. C. A. lors des dernières élections. En passant, disons que Darnar oublie que d'autres opposants de droite (comme Rykov) sont encore dans des postes responsables en U.R.S.S.

Mais, devant la faillite de l'opposition de droite, Darnar raconte que la bourgeoisie a monté l'opposition dite de gauche.

Une direction de «social-démocrates de gauche» Pour Garlandi, Gallo et Cie, le « refus de préconiser des revendications partielles », loin de marquer « une position d'at-

Et il raconte, sans rire, que pour être vraiment « de gauche » il faut être « extrémiste », c'est-à-dire pour la prise du pouvoir, l'armement du prolétariat la lutte armée contre la police, etc., et, dit-il, c'est tout le contraire que veulent les trotskystes qui nient « la radicalisation, l'essor révolutionnaire des masses » dont Darnar affirme l'existence devant les banquettes vides de la salle qui pourtant, il y a quelques années, était trop petite pour contenir les ouvriers de nos localités. Et ce sera ensuite l'attaque classique contre Trotsky, « attaque appuyée par la lecture de certains passages de la Vérité séparés de leur contexte ; les affirmations que nous calomnions le P. C. dont nous soutenons que les cadres sont « pourris », tout cela avec un petit air sentimental sur son séjour à la prison de Nancy, destiné à faire avaler ses histoires.

Darnar, se solidarisant avec la bureaucratie du P. C. s'écrit qu'il est lui aussi un fonctionnaire du parti, qu'il a quitté sa position (professeur d'histoire à Raon-l'Étape) pour se mettre au service du parti et il en profite pour dire que les majoritaires de l'Enchaîné sont des « opportunistes traités à leur classe ». En terminant ce sera le coup de poing contre les « trotskystes contre-révolutionnaires », mais déjà une partie de la salle, jugeant que l'heure tardive ne valait pas la peine d'écouter les diatribes anti-trotskyistes de Darnar, avait fui. Ce que voyant, le président demanda s'il n'y avait pas de contradicteurs, mais les oppositionnels ne tenant guère à parler aux banquettes vides se sont abstenus. Ce n'est que partie remise. L'opposition de gauche parlera aussi bientôt devant les ouvriers de notre coin. Elle ne prendra pas de moyens détournés tels que celui de faire une réunion du S. R. I. sur la répression et la vie des militants en prison qui n'était qu'un camouflage d'une réunion contre l'opposition de gauche. Nous viendrons, nous, ouvertement, en oppositionnels déclarés et nous démontrerons que si la prison est la rançon des militants révolutionnaires c'est aussi celle des oppositionnels que les impérialistes n'oublient pas.

GEORGES PAGET.

Dans la région tourangelle L'echec de la campagne de recrutement

Un certain Labarge avait dans l'Avant-Garde entrepris une série d'articles destinés à montrer que sous l'étendard antisoviétique s'effectuait un vaste rassemblement en France. Il avait prouvé solennellement de démontrer la collusion des « trotskystes » avec les forces capitalistes. Et cela était dit en tels termes qu'on pouvait s'attendre à des révélations sensationnelles.

Mais il n'est venu que de pauvres choses. L'opposition apporte sa pierre à l'édifice anticommuniste parce qu'elle s'élève contre les déportations, emprisonnements, exclusions des oppositionnels de gauche. C'est tout. Car le reste n'est que fantaisie. On ne peut que rire de l'histoire de Labarge suivant laquelle la Vérité aurait écrit que Mussolini s'attaque à l'impérialisme français parce que celui-ci est le champion de l'antisovietisme. Cherchez cela dans la phrase de la Vérité, vous ne l'y trouverez pas. Mais on a du génie à l'Avant-Garde.

Non, en s'élevant contre les persécution stalinienne contre l'opposition, on ne participe pas à la lutte de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. Au contraire. Et nos affirmations sur ce sujet ne sont pas ragots. L'Avant-Garde, comme Cachin, comme Thorez, cherche à esquiver la question. Elle n'y parviendra pas.

Mais les pauvretés à l'Avant-Garde ont leur rançon. Comme nous pouvions le prévoir, la campagne de réunions de quartier à Tours aboutit à un échec complet. Nous le répétons : c'est le retour à l'unité du parti qui seul peut permettre la reconstruction de celui-ci et non les méthodes des bureaucraties régionales. Cette lutte pour le retour à l'unité communiste à un régime normal, à une politique saine, sera organisée par l'opposition de gauche groupée dans la Ligue Communiste.

UN CORRESPONDANT.

Achetez toujours « LA VERITE » chez le même marchand.

Dans l'Ardèche Le tournant

Nous avons déjà montré les ravages de la politique ultra-gauchiste du P. C. dans l'Ardèche. Voyons aujourd'hui comment s'effectue le dernier « tournant » et quels sont les caractères de celui-ci dans notre coin de province.

Nos lecteurs savent que la direction mécanique et bureaucratique de l'incapable Hubert, secrétaire de rayon du Teil, avait provoqué d'une part l'exclusion du camarade Mortier et d'autre part la dissolution de deux cellules du Teil (cellule des cheminots et celle de rue). Hubert n'avait été, lors de ces événements et lors de l'exclusion des instituteurs de l'opposition unitaire, que le fidèle exécuteur des ordres du P. C. Il était d'ailleurs soutenu et conseillé par Doron, secrétaire de la Région lyonnaise du P. C. Celui-ci vint même à plusieurs reprises appuyer de toute son autorité les décisions d'Hubert concernant les exclusions du parti.

C'est sur ces entrefaits que le parti comprit qu'il menait sa politique insensée et, pour éviter le désastre fatal, réalisa son dernier « tournant ». Celui-ci fut, en ce qui concerne l'Ardèche, amorcé par une note du C. C. du P. C. parue dans l'Humanité du 22 juillet : le rayon de l'Ardèche se voyait tirer les oreilles ! Dans l'Humanité du 12 août le Comité de rayon de l'Ardèche tente de se justifier mais ne parvient qu'à se faire dire quelques durs vérités. Dans les Cahiers du Bolchevisme d'août le malheureux Hubert persiste encore dans son souci de justification ; le C. C. lui assène pour la troisième fois une remontrance sévère. Et — ô ironie ! — dans le même numéro le camarade Doron, l'ancien complice d'Hubert, débite la politique ultra-gauchiste et mécanique de ce dernier ! Abandonné par ceux dont il exécute les ordres, frappé du « coup de pied de l'âne » que vient de lui décocher Doron, Hubert abandonne la direction du rayon.

Il est remplacé, en un tour de main, par son compère Thomas qui l'a proprement laissé choir au moment... opportuniste ! Ainsi donc c'est Thomas qui est chargé de faire le « tournant » dans l'Ardèche, Thomas qui, il y a quelques mois, alla jusqu'à démissionner du parti... Thomas s'est donc mis à l'œuvre et dans Travail du 20 septembre il engage « la lutte sur deux fronts ». Il fonce sur G. Serret et Mortier — ces opportunistes de droite ! — et annonce... la reconstitution des deux cellules dissoutes du Teil.

Que va-t-il se passer ? Que vont faire les camarades que l'on veut ramener au bercail ? Comprendront-ils que cela ne suffit pas, que le P. C. n'a rien changé à sa fausse position devant les problèmes sociaux actuels, mais qu'il veut seulement « rattraper » une partie de ses effets en fait ? Nous espérons que ces camarades, et notamment les 27 cheminots de la cellule dissoute, comprendront et lutteront, à l'intérieur du P. C. contre la fausse politique qui ruine ce dernier et qui porte une atteinte grave au communisme en France et pour une politique communiste juste, capable de redonner au parti son influence sur les masses ouvrières.

CLAUDE ROCHALADE.

A Ivry, alerte !

Dans le précédent n°, un copain d'Ivry signalait que, face aux J. P., les copains venaient La Défense et La Vérité, côte à côte, fraternellement.

Dimanche dernier, de nouveau, il y avait un grand rassemblement pour La Défense, les copains tiraient tête à plusieurs vendeurs du National, escortés d'une bonne dizaine de J. P. ; les apprentis fascistes causaient amicalement avec les flics.

A la suite d'un incident, les flics voulurent arrêter le vendeur de La Défense, avec leur brutalité habituelle (le copain frappé au visage porta les marques des coups reçus) la foule s'amassa et plusieurs copains protestèrent énergiquement ; malheureusement, ils n'étaient pas assez nombreux, et les flics, au nombre de huit, réussirent à entraîner notre camarade.

Ouvriers d'Ivry, communistes et sympathisants : alerte ! Chaque dimanche, descendez et restez nombreux au marché, de 10 h. à midi, pour assurer la sécurité des copains vendeurs ; les J. P., aidés par les flics, veulent s'imposer et empêcher la vente des journaux communistes, par l'intimidation, les coups et les arrestations.

Camarades ! dans le bastion ouvrier d'Ivry, il faut imposer la vente de La Défense, de l'Aube Sociale, de la Vérité ; il faut défendre leurs vendeurs. Une mention spéciale pour les agents 12.118 et 12.809.

UN CORRESPONDANT.

«L'Empire ou la mort» A Londres s'est ouverte la conférence impériale

La conférence impériale, qui réunit à Londres les gouvernements des Dominions, s'ouvre à un moment particulièrement critique de l'impérialisme britannique. Dans tout l'Empire, aussi bien au Canada qu'en Australie, sévit la crise économique avec son cortège de chômeurs ; mais c'est surtout la métropole d'Angleterre elle-même, dont l'industrie et le commerce sont accablés à la ruine. La Vérité a exposé comment un très fort courant politique, englobant à la fois les conservateurs et les Trade-unions, y est né en faveur d'une politique de « libre échange impérial ». Cette politique, dans l'esprit de son promoteur, Lord Beaverbrook, consiste à faire de l'Empire britannique une unité économique fermée aux échanges extérieurs. Tous les marchés sont plus ou moins, sauf la petite poignée des libéraux groupés autour de Lloyd George et quelques travaillistes dont Philip Snowden, chancelier de l'échiquier, qui restent hostiles à tout protectionnisme envers le continent.

Les Dominions et l'Empire

La conférence impériale va décider du sort de la politique de Beaverbrook et de la bourgeoisie britannique. Autant qu'on en puisse juger, avant les délibérations, le « libre échange impérial » a du plomb dans l'œil. Australiens et Canadiens ont élu récemment des gouvernements nettement hostiles à une politique de préférence économique vis-à-vis de la métropole. Bennett, le premier ministre canadien, conservateur, est un adversaire farouche de l'entrée en franchise des marchandises britanniques qui pourraient dans les stocks de Liverpool et de Manchester. Contre l'Angleterre et contre les Etats-Unis, tel est le programme nationaliste de Bennett. Scullin, le premier ministre travailliste d'Australie, a dès son arrivée au pouvoir, prohibé les produits de la métropole. Il n'a qu'une revendication : faire payer aux Anglais la dette de guerre australienne. Scullin sera certainement fort mal accueilli par Mac Donald et Snowden ! Quant aux Sud-Africains, leur président, le colonel Herzog, il vient à Londres pour réclamer le droit des Dominions de se séparer de la métropole. Nous sommes loin de l'« Empire uni » cher aux Beaverbrook et Thomas !

L'Empire ou la mort

Et cependant, c'est peut-être la dernière carte de la bourgeoisie britannique qui va se jouer au début de ce mois. En 1895, le financier Cecil Rhodes, un des responsables de la sanglante guerre des Boers disait : « L'Empire est une question de ventre, si vous ne voulez pas de guerre civile, vous devez être impérialiste ». Maintenant les démarcheurs de Beaverbrook se répandent parmi les électeurs au cri de « L'Empire ou la mort ».

Historiquement, la question est bien posée. L'Inde et l'Egypte sont en ébullition, les Dominions se révoltent ; l'avenir est sombre pour la bourgeoisie. Sa faillite sera celle du Labour party qui a chassé ses grandes boîtes impérialistes et qui s'embarque chaque jour davantage dans le marais de la crise économique. Tout le monde maintenant se pose la question : Où va l'Angleterre ? Le gouvernement du Labour devra lui donner une réponse précise.

A cette question un marxiste révolutionnaire en ajoute une autre, angoissante : Où est le parti communiste anglais ? Où est ce parti ravagé par la bureaucratie et la 3e période ? La réponse est entre les mains de nos camarades oppositionnels d'Angleterre.

PAUL SIZOFF.

La Vérité ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE D'OPPOSITION Hebdomadaire 45, Boulevard de la Villette, Paris Xe. Abonnement : 6 mois, 13 fr. 1 an, 25 fr. Chèque postal : P. Frank 136.855

Les bagarres de Prague

La protection des minorités a servi de cheval de bataille à l'Allemagne pour attaquer l'influence française au secrétariat de la S. D. N. Il serait vraiment paradoxal que la S. D. N. prit la défense des minorités, puisque la S. D. N. n'est que l'organisation des impérialismes vainqueurs pour la sujétion des autres peuples du globe. L'Allemagne morcelée par le traité de Versailles, a demandé une plus grande représentation des minorités. La France et son cortège d'Etats profiteurs de la guerre a refusé violemment. La Tchecoslovaquie, ancien pays opprimé par les Habsbourg, est maintenant au premier rang des oppresseurs. L'attitude hypocrite de la France a eu un effet immédiat à Prague. Les Allemands y ont été molestés, des boutiques dévastées. L'« Européen » Benes et son gouvernement à la solde de la France ont laissé faire. Voilà, la protection des minorités suivant Briand-Benes, c'est le pogrome et le pillage. Pendant ce temps, une mission militaire française, venue à Prague organiser la paix en dirigeant les manœuvres de l'armée tchécoslovaque, était somptueusement reçue par la bourgeoisie tchèque. Des parades militaires et des manifestations antiallemandes et antisémites dans le pays le plus « pacifique », voilà de bonnes prémices pour la Fédération Européenne de Briand, Benes, Titulesco et autres laquais.

LES REFORMISTES POUR L'ARMEMENT IMPERIALISTE

Jouhaux plaisante

Jouhaux a réclaté à la commission du désarmement le contrôle ou l'interdiction de la fabrication privée des armes de guerre. Il a argué que les marchands de canons entretenaient des réserves pour vendre leur marchandise ! Les révoltes des pays colonisés ou semi-colonisés n'ont pas pour cause les appétits des marchands de canons. En niant leur caractère historique profond, le démagogue subtil de la C.G.T. apporte son aide aux dirigeants impérialistes. Que les gouvernements possèdent des armes, c'est bien ; mais que les populations opprimées cherchent à s'en procurer — quel crime ! Telle est la tartuferie pacifiste.

Jouhaux sait bien exploiter un sentiment très répandu dans la classe ouvrière, que les guerres sont le fait des marchands de canons. C'est là une duperie pacifiste qui ne sert qu'à innocenter la classe capitaliste dans son ensemble, en faisant retomber la responsabilité des massacres sur quelques particuliers.

La guerre n'est pas faite spécialement par les marchands de canons, ce sont ces marchands de canon qui sont faits pour la guerre. Elle est inhérente au régime capitaliste dans tous ses aspects. La lutte contre la guerre ne se mène pas en réclamant le contrôle de la fabrication des armes (contrôle utopique avec des gouvernements capitalistes) mais en luttant contre la bourgeoisie et contre ses valets, les Jouhaux et consorts.

Qui combat Hitler ?

Hitler, chef des fascistes allemands, a fait au représentant du Daily Mail, journal de Rothemann, des déclarations que toute la presse a reproduites. Mais on a pas insisté suffisamment sur le passage suivant, qui indique nettement contre qui est dirigé le mouvement national-socialiste : « Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Angleterre, mais dans celui de toutes les nations, qu'il est nécessaire de constituer en Allemagne un fort parti qui constitue un rempart contre le bolchevisme ».

Voilà ce que ne souligne pas la presse communiste elle-même. Hitler touche de larges couches prolétariennes par une démagogie sans frein, mais c'est pour les détourner de la voie révolutionnaire, pour les entraîner vers le fascisme et décapiter les organisations ouvrières. Le bolchevisme est l'ennemi que le fascisme veut abattre ; des déclarations comme celles d'Hitler montrent que sous aucun rapport il ne faut se féliciter de la croissance du national-socialisme en Allemagne.

La question italienne devant l'I.C. Le „défaitisme“ de Manouïlsky

Dans le numéro précédent de la Vérité nous avons résumé les positions actuelles de la direction de l'I.C. sur les questions italiennes, et particulièrement sur le stade de la crise du fascisme, sur l'état de l'organisation du parti, sur la grève politique de masse, et sur les revendications partielles.

pas d'organisation communiste en Italie. Le parti est inexistant en tant que facteur politique. Voilà une affirmation fanfaronne et superficielle au même degré que l'autre suivant laquelle « le parti est à la tête des masses et il est le seul facteur politique agissant parmi les masses en Italie », etc., etc... Nous y reviendrons encore.

Des fanfaronnades des Ercoli, Gallo, Botte, renforcées par Garlandi, nous sommes à présent passés au pire liquidationisme, exprimé par le dernier discours de Manouïlsky, au J. O. C. Comme nous avions déjà le long premier discours que nous avons souligné est le suivant : « I. — On exagère, à coup sûr, les symptômes de désagrégation du régime fasciste. Il ne s'agit au contraire que des premiers symptômes, et de symptômes encore très faibles. (Ces pauvres Botte et Gallo qui déjà voyaient la vague révolutionnaire décoller tout submerger et qui annonçaient l'insurrection « imminente », sont désormais les boues émissaires d'Ercoli, Ercoli qui avait excité les « jeunes », à s'enfoncer jusqu'au cou dans leurs erreurs, à s'enfoncer d'hui le front d'aller devant la Commission de l'I. C. dénoncer — lui, le triste avocaillon — les déviations ultra-gauchistes de la Jeunesse. Mais le tour qui lui avait si bien réussi avec Tasca a échoué. On le connaissait trop. Et on n'a plus fait confiance à Ercoli.)

« II. — On exagère, à coup sûr, les symptômes de désagrégation du régime fasciste. Il ne s'agit au contraire que des premiers symptômes, et de symptômes encore très faibles. (Ces pauvres Botte et Gallo qui déjà voyaient la vague révolutionnaire décoller tout submerger et qui annonçaient l'insurrection « imminente », sont désormais les boues émissaires d'Ercoli, Ercoli qui avait excité les « jeunes », à s'enfoncer jusqu'au cou dans leurs erreurs, à s'enfoncer d'hui le front d'aller devant la Commission de l'I. C. dénoncer — lui, le triste avocaillon — les déviations ultra-gauchistes de la Jeunesse. Mais le tour qui lui avait si bien réussi avec Tasca a échoué. On le connaissait trop. Et on n'a plus fait confiance à Ercoli.)

La seconde affirmation qui caractérise le liquidationisme de la direction de l'I. C. est la suivante : « II. — Pour le moment nous n'avons

« II. — Pour le moment nous n'avons

lente passive et le désir de renvoyer la lutte pour un temps indéterminé », (com-battu notamment dans l'article du camarade Santini qu'on a cherché à la suite à déformer grossièrement pour couvrir ses propres erreurs). — était, au contraire, le signe d'une conscience de classe très avancée ; le signe que les masses étaient mieux disposées à la lutte pour des mois d'ordre généraux qu'à une lutte pour des revendications partielles. Contre une telle position Manouïlsky intervient aujourd'hui :

« Cette position montre que vous (Ercoli, Garlandi, Gallo, etc. — N. D. R.) vous êtes détachés des intérêts quotidiens de la classe ouvrière et des conditions dans lesquelles elle vit. La classe ouvrière pose actuellement une série de revendications partielles, et vous ne pouvez pas les ignorer. Ce refus de lutter pour des revendications immédiates c'est au fond une position social-démocrate de gauche, mais ce n'est pas une position communiste ».

« Il faut comprendre que votre tournant consiste à mobiliser les masses sur la base des revendications partielles. Jusqu'ici vous n'y êtes par parvenus ».

Et on n'y pouvait pas parvenir parce que le tournant exécuté par la majorité de la Centrale, sous la pression de Manouïlsky de l'avant-dernier tournant consistait justement à considérer comme désormais surmontées la période des luttes pour les revendications partielles ; à juger qu'on était désormais dans la phase plus haute de la mobilisation des masses pour l'objectif final : la grève générale, le renversement du fascisme, la lutte armée, etc. Toute la littérature du parti des derniers mois est là pour le prouver. Manouïlsky lui-même vient de l'admettre :

« Nous sommes en pleine crise mondiale ; les salaires sont attaqués, et la presse communiste se borne à préconiser l'insurrection. Ceci ne peut pas durer. »

Où, ceci ne peut pas durer. C'est bien ce que dit tout ouvrier communiste conscient en face des zig-zags continus de la direction stalinienne de l'I. C. Il faut en finir une fois pour toutes avec ces zig-zags qui affaiblissent le mouvement communiste tout au profit des positions de nos

adversaires : la bourgeoisie et la social-démocratie. Et c'est dans ce but que nous luttons contre le centrisme qui règne au sein de l'I. C. et porte les Manouïlsky à sa direction.

Manouïlsky étrille les Jeunesses

Un autre problème qui dans la tambourinade des phrases sur l'insurrection « imminente » avait complètement sombré, est le problème des nouvelles générations. Manouïlsky l'effleure de quelques mots :

« J'estime que vous ne posez pas sérieusement le problème de votre tournant si vous ne posez pas la question des Jeunesses communistes... Des générations entières de jeunes ouvriers sont élevées dans les écoles du fascisme italien dans l'esprit des traditions des revues et de la préparation militaire. Ils sont élevés par l'Ecole fasciste et l'Eglise catholique... J'estime qu'on ne peut pas esquiver cette question en faisant simplement preuve d'optimisme ».

Mais tous nos jeunes, élevés à l'école d'Ercoli ne font que se leurrer de phrases ! « Faites-vous quelques chose, — demandez Manouïlsky — pour soustraire aujourd'hui la jeunesse au fascisme ? Existe-t-il des conditions favorables pour développer la jeunesse communiste italienne, pour pénétrer dans l'armée ? Ces conditions existent... Mais qu'a fait le parti parmi ces éléments ? On ne voit pas du tout que le parti et la Jeunesse se soient livrés à un travail militant parmi eux. Les Jeunesses communistes italiennes n'ont pas mené en temps opportun l'action nécessaire dans la milice et dans l'armée. Vous n'avez pas posé le problème de la Jeunesse ».

Allons donc ! Manouïlsky n'a donc pas lu le Galletto Rosso ? Avec de la pornographie et des phrases sur l'insurrection : voilà comment la direction du parti italien envisage « sérieusement » le problème des nouvelles générations à arracher au fascisme. Si, comme Manouïlsky l'affirme, actuellement les jeunes n'ont pas opéré le tournant, ils n'en ont pas la responsabilité. La responsabilité est au misérable cénacle d'Ercoli qui de l'ignorance et des côtés négatifs de la Jeunesse a fait un instrument pour son pouvoir.

Le problème de la social-démocratie

Manouïlsky s'arrête enfin sur le problème de la social-démocratie. On sait qu'à la suite du rapport présenté au Présidium de mars par Ercoli-Botte-Garlandi, le processus de formation du bloc ouvrier-paysan en Italie était donné pour achevé. « Doré et déjà », affirmait ce rapport, tous en Italie se posent le dilemme : « fascisme ou communisme ». La social-démocratie n'offrirait plus aucun danger ; elle ne donnait « qu'en-vie de rire », elle ne « pouvait pas devenir le bourreau du prolétariat », et ainsi de suite. Aujourd'hui bien des choses ont changé à Moscou puisqu'on nous dit que « la social-démocratie est actuellement en Italie le danger principal ».

« N'oubliez pas — affirme Manouïlsky — qu'en Italie les social-démocrates n'ont pas eu leur Scheidemann, leur Noske, et qu'ils n'ont pas participé au gouvernement. « Nous ne pouvons pas vivre dans l'incertitude ; nous ne pouvons pas dire qu'en Italie nous avons un parti monolithique, que la social-démocratie n'y existe pas, et qu'il n'y a pas de danger social-démocrate. Non, la social-démocratie existe. Elle nous gênera ; elle s'immiscera dans tous les conflits ; elle s'efforcera de soustraire les ouvriers à notre influence. Il nous faudra livrer à une lutte implacable contre la social-démocratie italienne, contre le social-fascisme italien. On m'a cité un cas qui s'est produit à la veille du 1er Mai : un communiste distribuait un journal socialiste en disant : « Qu'est-ce qu'il y a là d'extraordinaire, n'est-ce pas également un journal antifasciste ? ». Or, pour commencer la lutte contre la social-démocratie il faut tout d'abord extirper ces sentiments du parti lui-même ».

Après qu'il Ercoli et la majorité, aussi sur la question de la social-démocratie ont leur compte. Mais, les pauvres, est-ce qu'ils ne s'étaient pas efforcés d'interpeller Manouïlsky quand ils affirmaient justement le contraire de ce qu'il affirme aujourd'hui ?

Résumons. Manouïlsky accuse la direction : 1 — de s'être trompée dans l'analyse de la situation italienne et du stade actuel de la crise du fascisme ;

2 — d'avoir trompé l'Internationale sur l'état actuel du parti en Italie et sur sa capacité d'intervention dans la situation ;

3 — d'avoir trompé l'Internationale sur le caractère et sur l'extension des mouvements qui se sont produits en Italie, définis comme organisés et dirigés par le parti, quand il ne s'agissait que de mouvements sporadiques et spontanés ;

4 — d'avoir perdu de vue les revendications immédiates de la classe ouvrière et des masses travailleuses en Italie, en se bornant à préconiser l'insurrection dans la presse du parti, et en aboutissant par là à détacher le parti des masses ;

5 — de ne pas avoir vu le problème des nouvelles générations et la manière de les gagner à l'influence du parti ;

6 — de s'être trompé totalement sur le rôle de la social-démocratie, sur ses possibilités contre-révolutionnaires, sur son influence dans les masses et aussi dans le parti ;

7 — d'avoir accompli pour tout cela un tournant à l'envers ;

8 — d'avoir ébranlé à la hâte la discussion avec l'Opposition, et remplacé la lutte idéologique au sein du parti par des mesures d'organisation propres aux bureaucraties incapables de défendre autrement leurs positions erronées ;

9 — enfin, de ne pas être la direction d'un parti prolétarien, mais un énéacle opportuniste, un clan social-démocrate de gauche ; un groupe de « bavards » qui, au travail révolutionnaire susceptible de mobiliser les masses, substituent les discussions bureaucratiques des résolutions en série tranquillement écrites à la table de travail.

Mais Manouïlsky néglige de demander à qui revient la responsabilité principale de tout. Et pour cause. Car s'il s'était posé une question semblable, il aurait dû se compléter parmi ces « bavards », ces « social-démocrates de gauche », etc, et compter aussi l'actuelle direction de l'I. C. Pour cette raison il ne peut pas trouver de solution aux questions qui se posent au parti italien. Solution qui ne peut être cherchée ailleurs que dans les positions politiques et dans les méthodes de la gauche internationale.

# LE MOUVEMENT OUVRIER

## Dix années d'Internationale Syndicale Rouge

Nous aurons sans doute un jour la documentation nécessaire pour étudier en détail les travaux du V<sup>e</sup> Congrès de l'I.S.R. Jusqu'à présent nous ne connaissons à peu près que le rapport de Losovsky et la discussion qui l'a suivi. Le secrétaire de l'I.S.R. a fait un discours interminable au cours duquel il a distribué très largement les critiques et les blâmes, comme s'il était pour rien dans les lourdes fautes qui ont été commises. La discussion de son rapport a été très abondante — au moins par le nombre de délégués qui y ont participé. Mais ces délégués ne nous ont pas appris grand-chose car ils se sont surtout préoccupés de se défendre contre les reproches adressés aux organisations qu'ils représentaient, traçant un portrait plus ou moins fidèle de la situation de leurs pays respectifs, en se vantant parfois de délégations illustres en vertu de ce dégoûtant bourrage de crânes mutual qui est maintenant de règle dans l'I. S. R. comme dans l'I. C. Exemple ce délégué français qui se présente comme délégué des ouvriers des métaux de la Région parisienne et des ouvriers des usines Citroën. Il est vrai que Losovsky lui-même a donné le ton car voici ce qu'il a déclaré dans son discours de clôture :

« En ce qui concerne l'Inde et le mouvement ouvrier des autres colonies et semi-colonies, l'I. S. R. a fait ce qui était en son pouvoir en matière d'agitation; pour l'Inde, en dressant dans tous les pays du monde la partie révolutionnaire consciente du prolétariat pour la lutte contre l'impérialisme anglais et pour la défense des masses travailleuses hindoues. Il lui serait bien difficile de citer le moindre fait précis à l'appui de cette tranchante information.

Des résolutions votées, nous ne savons rien encore, sinon que Losovsky sera content si, lors du VI<sup>e</sup> Congrès, la moitié de ce qu'on a décidé a été réalisé. Sa modestie n'est que trop justifiée.

S'il apparaît dès maintenant que le V<sup>e</sup> Congrès n'a fait que maigre besogne, il est nécessaire de rappeler qu'il a essayé de faire du bruit — sans grand succès d'ailleurs.

Il est bien compréhensible que ses organisateurs aient voulu lui donner un certain relief puisqu'il coïncidait avec le dixième anniversaire de l'I.S.R. Ce devait être l'occasion de faire le bilan de ces dix années d'efforts et des grandes batailles livrées à travers le monde, de marquer les succès et les échecs, d'en étudier les causes et, sur la base de cette déjà longue expérience, élaborer la tactique convenant à la situation présente exactement déterminée. Quelle meilleure manière, en effet, de fêter cet anniversaire qu'un bon congrès, aux débats solides, assurés par une préparation méthodique et par la participation de délégués ayant sérieusement étudié les questions à l'ordre du jour ?

Ce n'est pas dans cette voie qu'on s'est engagé. A cette occasion, Losovsky nous a dotés d'une notion nouvelle : celle du congrès de masse. Jusqu'à présent on parlait seulement de manifestations de masse, de meetings de masse, ce qui est parfaitement logique puisqu'il s'agit alors de mettre en mouvement le plus grand nombre d'ouvriers. Mais un congrès? Est-ce que c'est ici la masse qui importe? Ou des délégués authentiques — tant mieux s'ils sont nombreux — représentant des organisations viables et capables de participer utilement aux débats?

Le résultat a été qu'au moment même où il se préparait à pourfendre tous ces comités qui n'ont jamais eu d'existence que sur le papier, Losovsky encourageait la pratique funeste de ces réunions et désignations camoufflées qui, en France tout au moins, ne trompent plus personne et jettent le discrédit sur ceux qui les organisent. Ces moyens permettent, au plus, une agitation superficielle, mais ce n'est jamais en procédant ainsi qu'on a fait du travail durable.

Or, justement, la question de retenir les ouvriers qu'on a une fois conquis et de renforcer sans cesse les effectifs des organisations paraît avoir été le point central des débats. Ce qui ne se comprend que trop quand on considère la situation d'ensemble de l'I. S. R. et celle de chacune de ses sections.

Il semble, d'après ce qu'écrivent des délégués, qu'on ait cru trouver le remède dans des méthodes d'organisation. Celles-ci ont leur intérêt, mais c'est une erreur complète de les considérer comme étant la clé du problème. Ici comme partout c'est la politique générale suivie qui commande. Ceux qui ont le plus et le plus souvent bavardé sur « le rôle dirigeant du parti », sur « la politisation des grèves », etc., condamnent ce bavardage aujourd'hui comme si ce n'était pas eux qui, en l'employant, avaient fait fuir les ouvriers. Mais s'agissait-il de mauvaises méthodes d'organisation?

Pas du tout. Leurs fautes étaient la conséquence directe de la fameuse « troisième période ». Si le congrès s'en est tenu surtout aux questions d'organisation, c'est qu'il n'a pas voulu aborder de front les questions essentielles qu'un bilan sincère des dix années d'I.S.R. aurait mises au premier plan. Pour ne parler aujourd'hui que de l'une d'elles, il y avait la question de la scission syndicale et de la conduite à suivre à l'égard des syndicats réformistes. Elle n'a pas eu un intérêt historique, puisqu'elle revient à chaque congrès. Il est facile de démontrer d'une façon décisive que la responsabilité de la scission syndicale qui s'est réalisée à diverses époques selon les pays, retombe toute entière sur les dirigeants réformistes, qu'elle a été voulue et poursuivie systématiquement par eux. Mais il faut reconnaître que depuis 1924, depuis le premier triomphe des ultra-gauchistes dans l'Internationale, des actes — et non pas seulement des paroles — ont été commis qui, en même temps qu'ils déservaient les intérêts des ouvriers, permettaient aux réformistes de dénoncer l'I.S.R. comme un agent de scission. Ici, la responsabilité personnelle de Losovsky est entière, à tel point qu'il a été obligé, dans son discours de clôture, de se défendre contre l'accusation de scissionnisme portée contre lui.

La justesse de la tactique claire suivie jusqu'en 1924, avec l'appui constant de Lénine, a été une fois de plus prouvée par les faits. En Pologne, des syndicats indépendants avaient été créés à côté des syndicats réformistes. Or, à déclarer au congrès le délégué polonais Henrikowski, « en 1929, lorsque nous nous sommes orientés vers la création immédiate et générale de syndicats indépendants, nos positions ont été gravement ébranlées dans certains syndicats. Nous devons travailler sérieusement dans les syndicats réactionnaires que les masses suivent encore ».

A l'Internationale syndicale rouge aussi il est temps d'en finir avec le zigzag stalinien et de revenir à Lénine.

A. ROSMER.

## Le chômage menace dans le bassin de Longwy

Jusqu'à présent le chômage ne s'est pas fait sentir dans les usines métallurgiques du bassin de Longwy. L'on travaille pour le moment au ralenti, sans forte commande et l'on stocke sur les quais à Senelle, Maubeuge; aux services des laminoirs et du finissage où l'on travaillait 9 heures, l'on ne fait plus que 8 heures; dans ces services l'on a donné l'ordre de ne pas renvoyer d'ouvriers, mais s'il y en a qui partent, il ne faut pas les remplacer.

Dans cette firme il y a 150 millions de travaux de prévus pour les trois années à venir et il va être construit un haut fourneau dont la capacité de production sera presque égale à celle des quatre hauts fourneaux existants; de cette façon l'on pourra produire la même quantité de fonte avec un prix de main-d'œuvre très réduit et le jour où cela sera nécessaire les quatre anciens hauts fourneaux seront éteints et les ouvriers qui y travaillaient seront sans nul doute mis en chômage.

Le plus regrettable c'est de voir le peu de prévoyance des ouvriers au sujet du développement formidable du machinisme qui se fait dans les usines et dont petit à petit ils vont avoir à supporter les tristes conséquences.

Je ne sais si la radicalisation des masses ouvrières existe dans les autres centres industriels, mais ici elle est nulle.

Pour la fête du cinquantenaire des Acieries de Longwy, les ouvriers de cette firme avaient eu une belle occasion de manifester contre leurs exploitateurs et cela d'une façon directe, forte et moutonne; cela aurait été de s'abstenir de prendre part aux réjouissances. Si réellement les syndicats unitaires et confédérés avaient eu un peu d'influence, ils auraient eu la belle occasion de faire quelque chose. Ici plus que partout, l'unité ouvrière est nécessaire. Il faudrait faire comprendre aux ouvriers qu'en régime capitaliste, plus le machinisme développera la production, plus nombreux seront les chômeurs, alors qu'en régime communiste, plus grande sera la production, plus grande sera la diminution des heures de travail.

UN OPPOSITIONNEL.

## BIBLIOTHEQUE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste par Léon Trotsky.

La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition, par Léon Trotsky.

En vente : à la VÉRITÉ, 45, Boulevard de la Villette.

## Contradictions staliniennes

### Le « tournant » dans la C. G. T. U.

Les dirigeants du parti n'ont pas jugé nécessaire d'improviser pour la C. G. T. U. un « tournant décisif » spécial, à moins qu'ils ne considèrent les variations de la politique imposée dans la C. G. T. U. comme étant « décisives » dans la voie de son redressement.

Il n'est pas douteux qu'on se trouve, à l'heure actuelle, dans la C. G. T. U. à une nouvelle étape de la politique syndicale du parti. Mais y a-t-il des changements radicaux, décisifs, dans cette dernière? Il serait bien téméraire de l'affirmer. Car, enfin, la politique de la « troisième période » est-elle abandonnée? Y renonce-t-on ouvertement?

Naturellement, des camarades, par trop conciliants interviennent et disent : « Que diable! Pourquoi exiger une reconnaissance nette et claire de la politique pratiquée jusqu'ici? L'essentiel n'est-il pas que dans les faits il y ait une reconnaissance implicite de l'abandon de la « conciliation »? Au risque de chagriner les « conciliateurs », nous croyons qu'ils seraient fort dangereux de se contenter d'explications qui n'en sont pas et d'aveux « implicites ».

Les subtilités sont de trop. Les ouvriers ne sauraient s'en satisfaire. Ils veulent — et ils ont raison — qu'on s'explique au grand jour, en révolutionnaires sérieux. Or, la bureaucratie à fau-

« Mais, dans la réalité, il est aisé de vérifier si les dirigeants de la C. G. T. U. ont fait peu ou beaucoup de choses pour la réalisation d'une nouvelle politique.

« Tournant décisif »? Ou, mieux que dans les dernières grèves du Nord, pouvait-on faire meil-

## Chez les mineurs

### La grève générale du 6 octobre

Les pourparlers pour l'obtention du congé payé aux mineurs, engagés par les chefs réformistes avec les compagnies houillères par le truchement du ministre Laval, n'ont pas encore abouti et la décision de grève générale de 24 heures pour le 6 octobre reste entière.

Quelle que soit leur répugnance bien connue pour les moyens d'action énergiques que telle que la grève, les chefs réformistes se rendent fort bien compte qu'il serait dangereux pour eux de se laisser déborder par la volonté de lutte des mineurs et l'arrêt du travail décidé pour la journée du 6 leur paraît être le moyen, sans trop s'engager, de ne pas perdre leur influence sur la masse des mineurs. Et la grève de 24 heures pour le relèvement des salaires le 15 septembre, déclinée par les mineurs du bassin de Carmaux est démonstrative de l'état d'esprit qui règne chez les mineurs, lassés des longs pourparlers que poursuivent en permanence, les chefs réformistes. N'oublions pas que dans le bassin de Carmaux, l'influence des unitaires est dérisoire et qu'au contraire les réformistes y sont maîtres.

Quant à la position de la Fédération unitaire, elle est la preuve, une fois de plus, de l'incapacité de la routine qui se cache derrière la phrase gauchiste, chez les dirigeants serviteurs de la « ligne » à 100 %. Il est juste de dénoncer la carence des chefs réformistes qui orientent la lutte pour une revendication, certes d'un grand intérêt, mais qu'ils emploient surtout pour faire oublier une autre question d'importance primordiale : celle du relèvement des salaires, nullement contradictoire avec l'obtention du congé payé.

Les dirigeants fédéraux unitaires ont laissé passer un temps précieux. Leur passivité apparaît seulement lors de la décision de grève générale pour le 6 octobre, prise par le conseil national réformiste du sous-sol, les 8 et 9 septembre. Du coup ils se décident à donner enfin dans l'Humanité un communiqué où ils précisent la

position des unitaires, après avoir laissé canaliser, orienter le mécontentement de milliers de mineurs par les chefs réformistes.

Grève de 24 heures, disaient les chefs réformistes; grève illimitée répondaient les dirigeants unitaires. Depuis, ces derniers semblent avoir mis de l'eau dans leur vin. De grève illimitée, il n'est plus question, par exemple dans l'article que donne Monnier-Fury, l'un des secrétaires fédéraux unitaires, dans la Vie Ouvrière. Or, peut-on se permettre, dans des situations aussi graves, aussi pressantes, quand les mineurs sont prêts à lutter, de lancer inconsidérément, quitte à les laisser tomber quelques jours après, des mots d'ordre du genre de la grève illimitée?

De même, s'est-on donné la peine, à la Fédération unitaire, d'examiner sérieusement ce que peut réaliser le front unique de lutte chez les mineurs? Ce n'est pas sûr. Le congé payé réclamé seulement par les réformistes ne doit pas évidemment faire oublier l'augmentation des salaires, mais là encore pourquoi lancer le mot d'ordre des 5 fr. d'augmentation par jour, mot d'ordre excessif et qui permettra aux mineurs l'épouvantail de la « surenchère communiste » avec quelque succès. Les chefs réformistes ne veulent pas demander le relèvement des salaires; il faut les combattre. Mais on les combattra d'autant mieux que les mots d'ordre unitaires seront accessibles aux mineurs. Or, entre 5 francs et rien, il y a une marge. Les dirigeants unitaires se décideront-ils à le comprendre? Recommenceront-ils leurs erreurs des dernières grèves textiles du Nord? Il semble bien qu'ils en prennent le chemin.

La bureaucratie unitaire s'avère toujours incapable de tenir tête victorieusement aux chefs réformistes. C'est une constatation que les phrases si « gauches » soient-elles ne parviendront pas à dissimuler.

## A TRAVERS LA PRESSE

A propos des grèves du Nord, Monmousseau pose des questions dans la Vie Ouvrière :

« Au travers de l'étape de la grève du Nord, comment la C.G.T.U. est-elle apparue aux ouvriers? Quelles positions nouvelles a-t-elle conquises dans les masses ? »

« Comment, dans la préparation de la grève du Nord et pendant toute la durée de la grève, avons-nous fait face au bloc patronal, gouvernemental et réformiste ? »

Monmousseau, avec un peu de franchise, pourrait lui-même répondre aux questions qu'il pose. Mais il est si difficile d'avouer que la tactique de la direction de la C.G.T.U. qui, dans les grèves du Nord, a saboté le front unique, n'a nullement, au contraire, renforcé les syndicats unitaires!

Emile Glay, dans l'organe des socialistes de droite, la Vie Socialiste, reconnaît que le récent congrès du syndicat national de l'Enseignement (C. G. T.) tenu à Nîmes, a été pour beaucoup de ses amis une « déception ». Cette « déception » a été l'assaut qu'une partie du congrès a dirigé contre la politique de collaboration de classes, poussée à fond par Glay et ses amis de la direction. Mais Glay n'entend abandonner en rien ses conceptions ultra-réformistes.

«... Nous avons déjà, au temps des Amicales, affirmé notre adhésion ferme au parlementarisme; jamais, ni au congrès de transformation des amicales en syndicats en 1919, ni au premier congrès des syndicats en 1920, ni dans aucune de nos assemblées depuis dix ans, nous n'avons changé de conception; notre syndicalisme réformiste s'oppose à l'action individuelle de l'électeur, mais il est pour nous un moyen d'éducation civique de la masse... »

Sa conclusion ?

« Canaliser l'agitation pour en orienter l'ampleur vers des buts raisonnables, maintenir l'ensemble du travail syndical dans les voies pacifiques bien qu'audacieuses qui obligent la représentation nationale à accepter les forces naturelles. Les dont on ne peut plus empêcher l'éclatement ». Et il ajoute :

« Mais l'expérience ne peut être décisive et féconde qu'à une condition : l'unité sur un programme non équivoque, celui de la C.G.T. réformiste de la rue Lafayette. »

C'est sans équivoque, en effet. Mais le travail de Glay enchaînant à la bourgeoisie les 80.000

instituteurs du S. N., n'ira plus tout seul. Le congrès de Nîmes l'a prouvé.

Dans le bulletin que vient de lancer l'Opposition unitaire de l'Enseignement, Dommanget raconte les exploits des « communistes », purs lignards, au congrès fédéral de Marseille :

« Voici encore pour l'éducation complète des camarades une poignée de faits que des délégués ou auditeurs de toutes tendances peuvent certifier exacts. Quand Aulas, aphone, s'excusait de ne pouvoir parler, les voyous lui criaient : « Ferme ta gueule ! » Quand notre ami, toujours aphone, se donnait du mal pour hausser la voix, deux énergumènes de la M. O. R. froissaient exprès du papier pour que l'on ne l'entendît point. Au surplus, Aulas fut traité de « Mussolini, Chiappe, etc. » ; Bernard de « fumier, charognard, cochon, baveux, maquereau, fasciste, gâteux ». L'une de nos camarades fut traitée de « putain ». Une autre : « Va-t-en coucher avec Un tel ». Quand Louis Bouët — l'un des militants révolutionnaires les plus chevronnés de France, au dire de Monmousseau lui-même — intervint brièvement, on lui cria : « La ferme ! ». J'entendis bien des fois spécialement à mon adresse : « Salut ! Au feu ! »

Et ce sont les énergumènes de la M. O. R. qui représentent la « fraction dirigeante » dans l'Enseignement. Quelle honte et que de saletés ne fait-on pas au nom du parti !

Le Cri du Peuple publie un article de Marie Guillot, l'ancienne militante de G. S. R. qui, aux côtés des anarchistes et des syndicalistes purs combattit en 1922-23 l'emprise du parti sur les syndicats. Marie Guillot estime toujours qu'il était scandaleux de voir les « communistes » se permettre de rester communistes dans les syndicats :

«... Je constatai assez rapidement que les principes « lêtes de file » de la C. G. T. U. étaient nées par une force étrangère à l'organisation syndicale. Rien ne se faisait au bureau confédéral sans discussion préalable et entente avec les délégués communistes mandatés par l'I. S. R. (ou l'I. C.), dans le cadre ou hors le cadre des décisions du Congrès consultatif de Saint-Etienne. Il me fallut du temps pour en avoir la certitude, basée sur les faits et pour savoir que ces délégués étaient alors, le trait d'union entre notre centrale, le P.C. et les organisations internationales... »

## DANS L'OPPOSITION UNITAIRE

DANS LA REGION LYONNAISE

### Comment la situation démontre toute la justesse de la ligne du Parti

Chambon, homme de confiance des dirigeants de l'U.R. et du P.C. a été chargé de mener la lutte contre l'opposition unitaire. Il s'est donné bien du mal pour essayer d'apporter quelques arguments en réponse à notre critique. Ses articles, à défaut de choses sérieuses, n'ont pu que tourner à l'injure.

Et il s'est bien gardé de répondre à nos questions (voir les trois derniers numéros de la Vérité).

Chambon, qui, en l'occurrence, ne nous intéresse que comme porte-parole de la politique officielle du P.C. et de la C.G.T.U. peut trouver la meilleure confirmation de nos critiques et de nos affirmations dans le N° 9 des Cahiers du Bolchevisme (article de Doron sur le Tournant dans la Région Lyonnaise).

Quel plus bel aveu de la déchéance de nos organisations dans la Région !

« La conférence d'organisation du 7 juillet fut médiocre; les effectifs ont baissé de 25 % pour Lyon; le nombre des cellules d'usines a diminué et elles comprennent de plus en plus des rattachés. L'ensemble du parti ne répond pas au travail et assiste pas aux assemblées (12 sur 150 (!) à St. Etienne) ».

« La régression des syndicats unitaires porte sur les mineurs (St. Etienne et Montceau), métallurgie lyonnaise et stéphanoise, textile de Roanne et de Lyon. Les fractions ne fonctionnent pas. « En raison de la faiblesse des cadres du parti, ses mots d'ordre ne touchent pas les masses ou leur arrivent déformés. »

Il y a comme cela trois pages de constatations pessimistes sur l'état de la Région.

Toute l'autocritique de Doron est négative, comme le fait remarquer la direction des Cahiers dans un « chapeau » à son article. Elle lui reproche de ne pas montrer les côtés positifs du travail dans la Région et d'oublier l'auto-critique du B. R. et du C. R. ainsi que le Plan de travail (?)...

Pauvre Doron ! Il serait bien embarrassé pour présenter les côtés positifs du travail du parti au cours des dernières années... sa confession est encore au-dessous de la triste réalité !...

Quant à l'auto-critique du B. R. et du C. R., Doron a des exemples venus de haut pour rejeter les responsabilités sur les « cochons de payants » de la base, n'est-ce pas là une vieille habitude dans le parti et la C.G.T.U. ?

Pour le plan de travail? Que prévoir avec un parti dont 95 % n'y comprennent rien, qui n'assistent pas aux réunions, qui ne sont plus que des soldats, trop ou trop peu disciplinés, qui n'ont aucune initiative, vont aux tâches comme à des corvées auxquelles on essaye d'échapper le plus possible. Ils sont en pleine « crise de confiance » dans « la direction et ses préfets » comme dit Doron.

Voilà, Chambon, où la « politique juste » du parti nous a conduits. Que serait-il advenu si la « politique » avait été fautive !...

Non ! Doron l'a bien signalé, la masse, et non seulement celle du parti (et de la C.G.T.U.) n'a plus confiance dans la direction du P.C. et de ses « préfets »; elle est dégoûtée des tournants brusques et de la gymnastique des tenants de la 3<sup>e</sup> période qui, au lieu de reconnaître leurs fautes, rejettent toute la responsabilité sur la base. Cette base qui a commis le crime de ne pas nous suivre.

Allons donc ! Ne déplaçons pas les responsabilités !

Et, naturellement, Marie Guillot trouve une justification de son attitude dans la formation du Comité pour l'Indépendance :

« Bien des yeux se sont ouverts; de Saint-Etienne à Bourges, de Bourges à Bordeaux, de Bordeaux à Paris et depuis le dernier congrès. Le mal est encore grand; faudra-t-il donc aller jusqu'à la faillite totale du parti politique pour ouvrir les yeux de la majorité? Puisse le mouvement ouvrier ne pas trop souffrir de déchirements intérieurs... »

L'accord de Marie Guillot et du Comité pour l'Indépendance souligne le recul de ce dernier vers les frontières périmées de ceux qui lutèrent avec l'acharnement que l'on sait, contre le parti, notamment au congrès de Bourges. A cette époque Monatte et Chambelland n'étaient pas du côté de Marie Guillot, maintenant ils l'ont retrouvée et sont ligés, ensemble, contre le parti.

stabilités, elles ne sont pas à la base du parti et des syndicats (ou alors les masses sont avachies?) elles sont à la tête.

Par votre politique de mécanisation vous avez tué toutes les bonnes volontés, vous avez étouffé tout esprit d'initiative révolutionnaire chez les militants, vous ne leur avez pas fait adopter vos « erreurs » de la 3<sup>e</sup> période, vous les avez imposées par la discipline. Incapables de vous diriger, vous avez voulu imposer le rôle dirigeant du P.C. dans les syndicats !...

« Et maintenant devant l'étendue du mal, c'est sur les « tournants » que vous comptez pour rendre au parti sa force d'antan, aux syndicats, leur influence et leurs effectifs. Vous noircissez les militants de base pour conserver votre éclat !

Ce n'est pas là le remède !... Il est dans un changement complet de méthodes et de personnes pour surmonter la « crise de confiance ».

Il faut réserver pour d'autres temps les mots d'ordre qui n'ont jamais été d'actualité et se pencher sur les revendications ouvrières pour les faire triompher. C'est dans la constitution de fortes sections syndicales, de forts syndicats, que se réalisera le mieux la lutte contre les assurances sociales, pour de meilleurs salaires, contre les dangers de guerre, contre la social-démocratie et la C.G.T. que vos fautes politiques ont renforcées.

Tu sais tout cela Chambon ! Tu aurais mieux servi le parti et les syndicats révolutionnaires en l'avouant au lieu d'insulter ceux qui luttent pour supprimer les fautes et les erreurs que tu connais aussi bien que nous.

L'Opposition Unitaire, qui grossit tous les jours, apportera les solutions nécessaires, des mots d'ordre justes et regagnera la confiance des ouvriers à la C.G.T.U.

D. REVOL.

## APRES LES GREVES DU NORD

### A l'école de Gitton

Bourneton qui semble s'être installé dans le Nord pour faire un nouveau redressement, n'a pas la tête dure. Il est vrai qu'avec le professeur Gitton il a une bonne école.

Aussi écrit-il dans l'Enchaîné du 26 septembre que je considère la solution à la grève du textile comme une victoire ouvrière. D'autre part il affirme que j'avais prédit l'avachissement des masses ouvrières.

Où Bourneton a-t-il vu ou entendu cela ?

Qu'il répond !

Il ne suffit pas de raconter des bobards pour se disculper, car nous, nous aurons l'occasion de revenir sur le rôle et le travail du grand stratège Bourneton dans le Nord.

En particulier nous mettrons à nu son opportunisme dans le « travail de redressement » à Halluin.

A. C.

A Halluin la Vérité est en vente chez Coudron, rue de Lille.

## Le numéro 24 de

### La Lutte de Classes

paraîtra la semaine prochaine.

Le n° 24 (Août) de notre revue a subi un grand retard. Il paraîtra dans le courant de la semaine prochaine.

Au sommaire : L'élection du XX<sup>e</sup>. — R. Well : Après les élections en Saxe. — K. Landau : Le danger fasciste en Allemagne. — Communistes : Communisme ou national-bolchevisme? — Appel aux ouvriers pour les élections au Reichstag. — Lettres d'U. R. S. S. : D'ingelstedt : Entre le 15<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> Congrès du P. C. R. — Qui soutient Staline... La déclaration d'Avril et ses échos, etc... Comptes rendus de livres : Grinko : Le plan quinquennal. — Marion : Les deux Russes, etc...

Le prix du numéro : 3 fr.

Le n° 25 (Septembre) paraîtra immédiatement après. Il contiendra un très intéressant article du camarade Trotsky : « Staline théoricien », critique des discours de Staline sur la collectivisation de l'agriculture.

traitement simplement « d'agent de la bourgeoisie ». Toujours en vertu du « tournant ». Notons pourtant que cette fois, les cimentiers ont estimé la mesure dépassée et ont contraint les dirigeants à reculer.

### Les aspects peu connus du « tournant décisif » ou la « cuisine décisive »

Alors? Peut-on dans ces conditions accorder un crédit quelconque à un « tournant » de cette qualité? Sérieusement non. Cela ne veut pas dire que nous ignorons certains côtés « positifs » du « tournant ». Nous ne sommes pas dupes. Il y a, c'est vrai, des changements. Mais ils se réduisent à des changements aux formes employées, il n'y a pas de changements, contre les résistants à la « ligne juste ». Alors que pendant la « troisième période », on « marchait sur les pieds », maintenant, « de » on « marche sur les pieds », habilement on présente un visage souriant, des habiletés anticlérical et combien secourables à ceux mêmes aïcés ou qu'on soupçonne d'être oppositionnels.

A la condition toutefois, que ces oppositionnels ne soient pas très décidés, très conséquents. On fait des compromis. On s'arrange en amis; évidemment on ne saurait mettre en cause la « politique toujours juste », mais il y a quelques malencontreuses fautes d'application, causes de tout le mal.

Et c'est ainsi que les bureaucrates dirigeant la C.G.T.U. ont pu dans une certaine mesure, canaliser le mécontentement qui gagnait de plus en plus les rangs de leur propre majorité confédérale. Le cas des cheminots est typique. La veille du 1<sup>er</sup> Mai, les dirigeants du parti, furieux — n'est-ce pas Gitton? — de voir leurs ordres bafoués dans

### Malgré le « tournant », la crise demeure

De campagne d'éclaircissement politique, point. Quelle confiance peut-on avoir dans les bureaucrates de la C.G.T.U., gens blasés, prêts à soutenir toutes les politiques imposées par les « hauts » staliniens? Alors que la régression, l'affaiblissement grave de la C.G.T.U. sont reconnus officiellement au congrès de l'I.S.R., Racamond, secrétaire de la C.G.T.U., écrit effrontément dans la Vie Ouvrière :

« La situation économique et politique présente est une magistrale vérification de la position prise en septembre 1929 par la majorité confédérale. »

Et c'est Racamond et tout ses amis qui osent parler de « tournant », en prétendant, lorsque la faillite de leur politique est éclatante, d'une « magistrale vérification » de cette dernière. Ah ! non. Plutôt la « magistrale vérification » de l'impossibilité des bureaucrates dirigeants, avec tous leurs « tournants décisifs », de sortir la C.G.T.U. de l'impasse où ils l'ont conduite.

G.

leur démonstration. Dans le formidable mouvement de la région du Nord, englobant 150.000 ouvriers dressés contre la diminution de leurs salaires, que signifiait le versemment ouvrier, les dirigeants de la C.G.T.U. ont préconisé le front unique, mais il faut voir comment. Par de vains bavardages et non sur la base de mots d'ordre capables de réunir la masse des grévistes. Ces derniers voulaient 0 fr. 25 d'augmentation complémentaire; Bourneton et Cie n'en ont pas tenu compte, et leur mot d'ordre des 0 fr. 50 fait le jeu des chefs réformistes ravis de pouvoir crier à la « surenchère communiste ».

Quel est le bénéfice, en fin de compte, pour les ouvriers et pour les syndicats unitaires de la tactique des hommes du « tournant décisif » dans les grèves du Nord? A-t-on pu empêcher la trahison des chefs réformistes acceptant le succédané de la « prime de fidélité » qu'est la « prime de présence »? Non ! Et les positions réformistes ne sont nullement entamées dans le Nord par les unitaires. Voilà l'actif du « tournant » dans les grèves du Nord.

Autres preuves du « tournant décisif »

Changement décisif, dit-on mais alors que veut dire le congrès de la fédération unitaire de l'Enseignement tenu récemment à Marseille au moment des bavardages sur le « tournant »? Peut-on ignorer le scandale inouï, la honte pour le parti, que est l'attitude des si singuliers « communistes » de la M. O. R.? Couvrir de boue les chefs de l'opposition unitaire de l'Enseignement, dirigeants fédéraux, injurier basement dans le pire des vocabulaires de barrière, des hommes comme Bouët, Dommanget, Rollo, Aulas, parce qu'ils

